

RWANDA

LES REBELLES RWANDAIS PRETS AU DIALOGUE AVEC LA FRANCE

Paul Kagame, commandant des troupes du Front patriotique rwandais, a appelé à la formation d'un gouvernement d'union nationale regroupant les anciens partis d'opposition. Il affirme ne pas vouloir contrôler tout le pays et accepte de discuter avec la France du principe de zones de sécurité accueillant les civils.

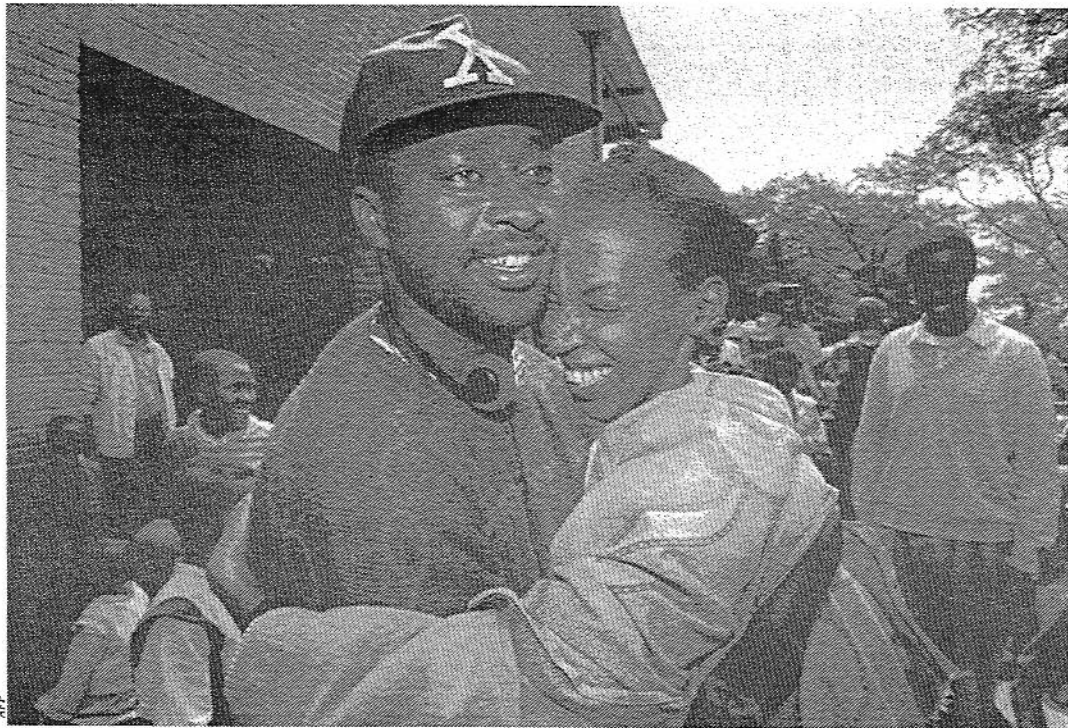
Kigali, envoyé spécial

Le camp militaire gouvernemental de Kanombe, qui fut le principal bastion de la défense de la capitale rwandaise à deux pas de l'ancienne résidence de l'ex-président rwandais Habyarimana, est depuis quelques semaines « l'un des nombreux quartiers généraux » du général Paul Kagame, commandant en chef des rebelles du Front patriotique rwandais. Lorsqu'une rencontre avec le général est prévue, le FPR a l'habitude de s'entourer du plus grand mystère et de garder secrets jusqu'au dernier instant l'heure et le lieu de l'interview.

Paul Kagame, 37 ans, marié et père de deux enfants, est arrivé dans sa Jeep Mercedes flambant neuve, revêtue d'une peinture de camouflage. Ses gardes du corps ont pris position autour de lui. Long chat maigre de plus de 1,80 mètre, chaussé de patagasses et vêtu d'une vareuse de combat, sans arme, le général porte des petites lunettes d'intellectuel. Bien qu'il comprenne parfaitement le français, il ne donne ses interviews qu'en anglais.

« Les Français devraient savoir que d'autres gens qu'eux savent tirer ! Ils devront réfléchir deux fois avant d'engager une confrontation. » Répondant à la menace française d'user de la force contre le FPR, si celui-ci s'aventure dans la zone de sécurité projetée par Paris, le général Kagame sait alterner la ferme assurance du guerrier — du « freedom fighter », dit-il — et l'habileté du diplomate. « Nous ne comprenons pas le sens de ces menaces. Les Français doivent respecter le droit souverain des Rwandais, leur intervention est une ingérence dans nos affaires internes. En outre, elle est partisane, dans la mesure où la France a soutenu l'ex-gouvernement rwandais et porte une part de responsabilité dans les massacres. Elle n'a pas à nous dire ce que nous devons faire. » Le commandant des rebelles considère désormais que « ce sont les troupes gouvernementales qui sont devenues rebelles ». Après la mise en garde, la main tendue : le FPR est prêt à un cessez-le-feu provisoire, dans les prochains jours. « Dès qu'il aura pris encore un peu de terrain et consolidé ses positions. » « Nous ne voulons pas nous emparer de tout le pays », dit-il.

Le général n'est pas opposé à l'idée de créer une zone de sécurité en faveur des réfugiés qui fuient les combats : « Nous ne nous battons pas pour chasser les civils, qui sont nos compatriotes et pour qui nous sommes préoccupés, mais pour chasser et capturer les assassins, qui ont démantelé ce pays. » Paul Kagame est même prêt à s'associer à la même table que les Français — dont il attend une délégation ces prochains jours —, sous les auspices de l'ONU, à négocier les modalités des zones de



La joie des réfugiés Tutsis qui viennent d'apprendre le triomphe du Front patriotique dans la capitale rwandaise.

sécurité : « Pour autant bien sûr que les miliciens et les auteurs d'exactions ne s'y réfugient pas. » D'où l'importance de créer au plus vite une commission d'enquête et une cour internationale, apte à juger les meurtriers. « Nous encourageons les forces armées à se rendre, cela faciliterait les choses. » A en croire Kagame, le front de Kigali s'est déplacé à une quinzaine de kilomètres à l'ouest de la capitale.

Le commandant militaire du FPR, dont on dit qu'il tient fermement la direction politique du mouvement, à la faveur de ses victoires militaires, a déjà pris contact avec les anciens partis d'opposition, afin de créer « un gouvernement d'unité nationale à base élargie » dans ces prochains jours, dirigé par le Premier ministre de l'ex-gouvernement intérimaire, qui a réussi à échapper aux massacres systématiques de l'opposition politique. « Nous sommes également prêts à inviter les officiers gouvernementaux qui n'ont pas pris part aux massacres à participer à la création d'une armée nationale. » L'aéroport de Kigali devrait rouvrir ces prochains jours.

Jean-Philippe CEPPI

Mitterrand et Juppé rectifient le tir

Le Président de la République a répété que la mission française était humanitaire et devait le rester. Alain Juppé a affirmé être en contact permanent avec le FPR.

À son dernier jour de sa visite en Afrique du sud, François Mitterrand a saisi hier l'opportunité d'une conférence de presse pour faire une longue mise au point sur la politique de la France au Rwanda. « La France n'entend pas mener d'opération militaire au Rwanda contre qui que ce soit, a-t-il dit. Le sort des Rwandais dépend des Rwandais. Le Front patriotique rwandais n'est pas notre adversaire. Nous ne cherchons pas à retenir son éventuel succès. Nous tendons une main secourable. Là s'arrête notre action. » Le président français a également rappelé que « nous avons été quasiment les seuls à tenter de mettre un terme à ce génocide par une action humanitaire, qui est humanitaire et qui doit le rester ».

Malgré un emploi du temps particulièrement chargé depuis son arrivée au Cap lundi matin, le chef de l'Etat a

été, dit-il, « tenu constamment informé » des développements au Rwanda, où le commandant Jacques Rosier aurait hier donné l'ordre à ses troupes de mettre un terme à l'avancée des rebelles à l'ouest du pays. Sans entrer directement dans la controverse sur la légitimité des propos de l'officier français, François Mitterrand a indiqué qu'« en concertation avec le gouvernement français, nous avons décidé de maintenir la mission confiée à nos soldats en leur demandant de ne pas entrer en conflit avec d'autres forces, à moins qu'elles ne soient agressées ». Puis, il a ajouté : « Mais pourquoi y aurait-il agression ? »

Apparavant, François Mitterrand avait refait l'historique des relations franco-rwandaïses depuis 1975. La sinuose digression visait le public hexagonal lointain mais, aussi, les hôtes sud-africains. Nelson Mandela

ayant dit « approuver le principe de toute intervention destinée à sauver des vies humaines », tout en exprimant des réserves quant à sa mise en application. « Nos avions ne sont revenus que pour évacuer les ressortissants français, belges, etc. », a rappelé François Mitterrand, en parlant de l'évacuation des expatriés en avril dernier. « Il nous a alors d'abord semblé que c'était aux Africains de se placer entre Africains », a-t-il poursuivi. « Mais l'OUA jusqu'à ce jour n'a pas bougé. L'ONU a tout de suite dit oui, mais a du mal à se mettre en place. C'est dans ces conditions que le corps français est parti. Mais nous n'avons pas l'intention de faire autre chose que de secourir les populations en danger. »

« Nous sommes en permanence en contact avec le FPR », a affirmé hier

●●●

YEMEN

Aden tombe aux mains des nordistes

Les forces nordistes contrôleraient en partie la capitale du Sud et auraient conquis Moukalla, les deux bastions sudistes, après de violents combats.

Les troupes nord-yéménites sont entrées mardi dans Aden et auraient pris Moukalla, les deux grands bastions sudistes au Yémen, deux mois après l'éclatement de la guerre dans ce pays. Le correspondant de l'AFP a constaté, en début d'après-midi, que les nordistes étaient parvenus au niveau du quartier de Khormaksar, près de l'aéroport, à un peu plus de 3 km du centre de la vieille-ville d'Aden, où ont eu lieu de violents bombardements en fin de journée. Des tirs aux armes automatiques et aux roquettes étaient audibles à partir de l'hôtel Aden, où résident les journalistes étrangers et les représentants des organisations internationales. L'établissement a d'ailleurs été touché de plein fouet par un obus dans la matinée.

A Sanaa, un porte-parole militaire nordiste a indiqué à l'AFP que ses troupes « contrôlent totalement l'aéroport » d'Aden et la zone de Khormaksar, ainsi que le pont du centre-ville vers Little Aden, à l'ouest de la rade. Il a également affirmé que les forces nordistes poursuivaient leur avancée vers le port de la ville « pour empêcher les rebelles [sudistes] de s'enfuir »; les autres quartiers de la vieille ville « devant tomber dans les prochaines heures ».

Grâce à des liaisons radio avec Moukalla, situé à 700 km à l'est d'Aden, certains témoins ont pu confirmer que cette ville, où s'était retranché, en mai dernier, le dirigeant sudiste Ali Salem al-Baidi, avait effectivement été conquise par les forces nordistes. La veille, c'est ce qu'elles avaient affirmé avant d'être démenties par les responsables sudistes.

Selon un porte-parole sudiste, à Aden, les troupes sudistes faisaient face à une offensive nordiste d'envargure qui a débuté dans la banlieue nord de Dar Saad (à 10 km du centre-ville). Les nordistes ont pu ensuite progresser en direction de l'aéroport par la localité d'Al-Imad, à l'est de Khormaksar; les combats se poursuivent toujours mardi

après-midi à cet endroit, selon ce porte-parole. Les troupes sudistes ont, par ailleurs, quitté plusieurs positions qu'elles occupaient sur la route côtière qui longe la rade d'Aden vers la périphérie de la vieille-ville. Les bombardements nordistes sur Aden ont fait mardi au moins 3 tués civils et 53 blessés, dont 2 techniciens français de l'organisation humanitaire Médecins sans frontières (MSF), selon un bilan provisoire de source hospitalière.

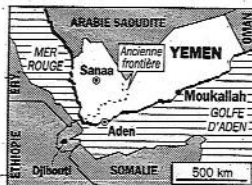
Les deux techniciens, Eric Dordail, 31 ans, et Bruno Gueraud, 29 ans, ont été blessés par l'obus tombé sur l'hôtel Aden. Le premier a été grièvement blessé par des éclats de verre et de béton et admis à l'hôpital Al-Joumourya. Il souffre d'une fracture à la main gauche et de traumatismes dans la partie supérieure du corps. Le second n'a été que légèrement blessé par des éclats de verre et n'a pas été hospitalisé. Parmi les 51 autres blessés figurent plusieurs enfants. Les bombardements se sont poursuivis dans l'après-midi.

Mardi, les troupes nordistes ont annoncé avoir pris également le contrôle de l'aéroport de Rayyane, situé à vingt kilomètres de Moukalla. « Les forces gouvernementales ont pris l'aéroport à la suite de combats très violents à l'arme automatique et à l'arme blanche », a déclaré un porte-parole gouvernemental à Sanaa. « Plusieurs officiers et pilotes sudistes se sont rendus et d'autres se sont joints aux forces gouvernementales », a-t-il précisé en ajoutant que « les forces nordistes ont poursuivi leur avancée vers Sayyoun », la deuxième grande ville de la province de Hadramaout, à 80 km au nord de Moukalla. Ces informations étaient en partie démenties par une source diplomatique en contact radio avec Moukalla, qui soutenait que l'aéroport paraissait toujours fonctionner normalement.

Avec l'entrée de ses troupes dans Aden et Moukalla, le président Ali Abdallah Saleh a pris un avantage décisif sur ses rivaux sudistes, qu'il avait promis de « mater » pour mettre fin à

leur « rébellion » contre le pouvoir. La guerre avait éclaté à la suite de graves divergences entre nordistes et sudistes sur la gestion de l'unité du Yémen, réalisée en mai 1990. Deux semaines après le début de la guerre, les sudistes avaient proclamé à Aden, le 21 mai, la république démocratique du Yémen (RDY), non reconnue par la communauté internationale. S. Etr.

REPERES



Chronologie

- **15 mai**: raids de l'aviation sudiste sur le siège du gouvernement et de la radiotélévision à Sanaa. Les nordistes ripostent par des raids sur Aden.
- **17 mai**: les combats redoublent d'intensité à 30 km au nord d'Aden.
- **21 mai**: proclamation d'un Etat indépendant dans le Sud, la république démocratique du Yémen (RDY).
- **22 mai**: Ali Salem al-Baidi désigné président de la RDY.
- **24 mai**: un missile fait 13 morts et une centaine de blessés à Sanaa.
- **1^{er} juin**: plusieurs morts dans des raids aériens sur Aden.
- **2 juin**: les combats font rage dans la région d'Aden, on compte plusieurs dizaines de morts. Les nordistes se rapprochent de la ville.
- **5 juin**: raid aérien nordiste sur la raffinerie d'Aden et bombardements à l'artillerie de la ville qui font au moins six tués civils.
- **6 juin**: poursuite des bombardements sur Aden, notamment sur l'aéroport.

devant les journalistes, en affirmant que les troupes françaises « ouvriront le feu » contre le FPR si ce dernier menaçait les populations civiles (voir Libération d'hier). De très bonne source, on souligne que cette expression inopportune aurait été tolérée si le colonel n'avait pas précédemment affirmé que les troupes françaises ne feraient « pas de quartier » en cas de contact avec des éléments du FPR.

Par ailleurs, l'amiral Jacques Lanxade a décidé d'envoyer sur place son adjoint opérations et ancien commandant de la 11^e division parachutiste, le général de division Raymond Germainos, qui devait atterrir aux premières heures de la journée de mercredi sur la piste de Goma. Cette mission d'un général, qui est également l'ancien patron de la communication des armées, puisqu'il a commandé le Sirpa, devrait avoir pour but — entre autres — de mettre un peu d'ordre dans une communication militaire de terrain jugée à Paris « un peu désordonnée ».

Corinne MOUTOUT à Johannesburg et Jean GUISELNEL

pour sa part le ministre des Affaires étrangères, Alain Juppé, précisant que l'ambassadeur de France en Ouganda avait rencontré à Kampala le chef militaire de la rébellion tutsie, le général Paul Kagame. Celui-ci « s'est dit convaincu de notre bonne foi et a souhaité discuter avec nous des modalités d'application de la zone de sécurité », a déclaré le ministre. « Il n'y a pas de volonté d'affrontement, ni d'une part ni de l'autre. Le FPR ne s'est pas opposé à notre opération », a-t-il indiqué, en précisant que la France était prête « à étudier avec le FPR les moyens de sauvegarde humanitaire des populations dans le sud-ouest du pays ».

De Paris, le colonel Didier Thibaud, commandant l'élément du 1^{er} régiment parachutiste d'infanterie de marine (1^{er} RPIMA) détaché au Rwanda, s'est fait taper sur les doigts, et s'est vu formellement « interdire » de parler avec la presse. Le chef d'état-major des armées a reproché à cet officier, dépendant du commandement des opérations spéciales (COS) d'avoir verbalement « dérapé »

Philippe Gaillard, trois mois au milieu de l'horreur...

Le délégué du CICR à Kigali a tenu à mener sa mission jusqu'au bout, malgré les massacres.

Kigali, envoyé spécial

Rien n'aurait été pareil à Kigali, si Philippe Gaillard, le délégué du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), et son équipe avaient décidé de s'en aller devant le déchaînement de barbarie. Mais rien, ni les blessés achevés dans les ambulances, ni les obus qui sont tombés sur les salles d'urgence, ni les pressions oussienues, n'ont suffi à provoquer l'évacuation du CICR. « Philippe a fait preuve d'une obstination exceptionnelle; dit son ami le général Roméo Dallaire, commandant des Casques bleus au Rwanda. Il a du courage, de la détermination et le don de lui-même. » Qu'aurait-il pu faire d'autre, le chef de délégation ? « Dès le début, j'ai exclu que nous partions sans nos collaborateurs locaux, tutsis et hutus, avec qui nous n'aurions pas passé les barrières. J'aurai été ravi de démentir. Mais ici, au centre de Kigali, ç'aurait été des dizaines de milliers de civils qu'il aurait fallu abandonner. »

Philippe Gaillard saisit l'article 3 des Conventions de Genève, « le bouquin le plus encombré et le plus ratifié du monde » et nous en fait la lecture, lente et amusée: « En cas de conflit armé de caractère international, les parties seront tenues d'appliquer au moins les dispositions suivantes: les prisonniers, les civils, les malades seront traités avec humanité, sans distinction de race ou de couleur... » Pour lui qui a traversé toutes les horreurs à Kigali, l'effet ne manque pas d'ironie: « Que peut-on encore invoquer ici? Je n'ai encore jamais vu un seul prisonnier de guerre dans ce pays. Le Rwanda c'est vraiment la guerre à mort. La "somalisation" du tiers monde: la guerre sans foi ni loi, chacun pour soi Dieu contre tous. »

Au volant de sa Jeep blindée ou travaillant dans son bureau percé d'impacts jusqu'au petit matin, devant un mur couvert de lettres d'appel au secours, ce Valaisien de 38 ans, homme de lettres, amoureux des arts et de la poésie médiévale, débarqué à Kigali en

juillet 1993, se rappelle les moments les plus durs de sa mission. Lorsque les miliciens sont venus chercher des patients dans les salles d'opérations pour les exécuter. « A ce moment-là, j'ai téléphoné à Genève pour dire qu'il fallait qu'on parte. J'ai toujours apprécié d'une grande confiance du siège et du président. » Pendant quelques jours, Radio des Mille Collines, la radio des extrémistes hutus, traite Philippe Gaillard de « Belge », ce qui équivaut à un appel au meurtre. Un plan d'évacuation du CICR est mis au point. Mais à force de persuasion, il parvient à calmer les choses: « Je crois au feeling, à la force de l'intelligence. Aux réseaux d'amitié. » Puis commencent les ennuis avec les rebelles du FPR, qui bombardent par erreur son hôpital à plusieurs reprises, faisant de nombreuses victimes. « Si un expatrié avait été tué, c'était foutu, on rentrait. J'ai dit à Paul Kagame, le commandant du FPR: "Tu ne vas quand même pas nous tuer?" »

Son départ de Kigali, Philippe Gaillard l'a préparé de longue date. Son épouse, originaire de Colombie, le rejoindra à Kampala, et tous deux fêteront son anniversaire sur le chemin du retour en Suisse. « Je ne veux plus entendre parler du Rwanda pendant longtemps, dit-il. J'ai déjà dit à mes employés locaux que je n'irais pas leur dire au revoir. Ils ont compris. Pour tenir dans des situations pareilles, il ne faut pas faire d'amis. J'ai une fantastique capacité d'oublier les choses. Je vais tirer la prise. » Il laisse à son successeur, le Jurassien Jean-François Sangsue, une délégation unie, à qui il a souvent lu des poèmes le soir. Sur la porte des WC du CICR à Kigali, les délégués ont affiché un « extrait de Camus » comme une profession de foi: « Nous portons tous en nous nos bagnes, nos cris et nos ravages. Mais notre tâche n'est pas de les déchaîner à travers le monde. Elle est de les combattre en nous-mêmes et dans les autres. »

Jean-Philippe CEPPI



BEYROUTH FAIT PEAU NEUVE. L'armée libanaise a dynamité mardi un gigantesque pâté de maisons dévastées dans le secteur commercial de Beyrouth, lançant un plan de reconstruction de la capitale par une opération de nettoyage des ruines laissées par la guerre civile.